

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLIEGE METALCO EMBALLAGE

Rue Principale
Le Pont Chretien
36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet

Références : -

Code AIOT : 0010000562

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement COLIEGE METALCO EMBALLAGE implanté Rue principale 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLIEGE METALCO EMBALLAGE
- Rue principale 36800 Le Pont-Chrétien-Chabenet
- Code AIOT : 0010000562
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a pour activité la fabrication de capsules en étain ou aluminium. Ces capsules sont formées puis peintes et sérigraphiées sur le site pour une production annuelle d'environ 43 millions d'unités. Une cinquantaine de personnes travaillent sur ce site

L'établissement est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004-E-2290 du 27 juillet 2004, l'arrêté complémentaire n°2015043-005 du 12 février 2015 ainsi que la situation administrative de l'établissement reprise le 25 juillet 2016 dans le cadre d'une prise d'acte suite la modification de la nomenclature, pour les rubriques suivantes :

- n° 2552.1 : Fonderie (fabrication de produits moulés) métaux et alliages non ferreux (régime de l'autorisation),
- n° 2940.2.a : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) Application de peinture lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » : pulvérisation, enduction (régime en vigueur de l'enregistrement),
- n° 2910.A.2 : Combustion (régime de la déclaration avec contrôle périodique),
- n° 2925-1 : Accumulateurs électriques (non classable),
- n° 2931-1.b : Installations de refroidissement évaporatif (régime de la déclaration avec contrôle périodique).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 2	/	Demande d'action corrective	60 jours
3	Condition d'exploitation – Fonderie d'étain	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	90 jours
9	Dispositions techniques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.10.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	Prévention des sinistres	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.3	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Prévention des sinistres	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.11.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	prévention des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 02/03/2026, article Section III - Articles 16 - 18	/	Demande d'action corrective	90 jours
13	Installations énergétiques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.5.3.3.1	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	gestion des crasses et poussières Fonderie d'étain	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Conception des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.5	Susceptible de suites	Sans objet
5	Respect des VLE – Fréquence de surveillance	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.3.	Susceptible de suites	Sans objet
6	Surveillance eaux souterraines - Puits de contrôle	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8	Susceptible de suites	Sans objet
7	Dispositions techniques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 3.3.6		
8	Dispositions techniques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite figurent dans les tableaux ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leurs voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière situation administrative de l'exploitant présente un chiffre de 5.96 kw pour la rubrique 2925 et rend cette activité non classable.</p> <p>Il est à rappeler que par décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019, dissocie en deux alinéas les activités de la rubrique 2925 (charge d'accumulateur).</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant informe l'inspection que l'atelier de charge à une puissance dorénavant de 65.1 kW</p> <p>Ainsi, l'activité non classable reprise dans le tableau de classement du 25 juillet 2016 de la rubrique 2925 <u>peut devenir ou non classable</u> suivant le type d'accumulateur (2925-1 ou 2925-2). Cette mise à jour devra être notifié au Préfet.</p> <p>Concernant le porter à la connaissance transmis Monsieur le Préfet le 17 avril 2025 pour la mise en place d'une nouvelle colorieuse en lieu et place d'une ancienne machine réalisant la même fonction; ce changement ne modifie pas les prescriptions liées à l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2004.</p>

Constat: L'exploitant devra remettre à jour sa situation administrative se positionner sur les activités et volumes associés notamment pour la rubrique 2925.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : gestion des crasses et poussières Fonderie d'étain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les crasses provenant du fonctionnement des fours, les poussières collectées par l'installation de captation et d'épuration doivent être conditionnées de façon à éviter toute émission dans l'atmosphère susceptible de gêner le voisinage lors des différentes opérations de collecte ou de manutention.</p> <p>En l'absence de possibilité de valorisation, ces déchets doivent être éliminés selon les prescriptions définies à l'article 6.6 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28 juin 2023, l'exploitant ne pouvait pas justifier de l'enlèvement des déchets issus de l'entretien du four de fusion au gaz naturel.</p> <p>Lors de sa visite du 02 mars 2026, l'inspection constate que l'exploitant dispose d'un tableau de maintenance préventive recensant l'ensemble des opérations de pesée et d'enregistrement des déchets issus de l'entretien du four de fusion au gaz naturel.</p> <p>Ces déchets sont collectés annuellement par la société SOVAMEP (Pour information les valeurs collectées de cendres sont de l'ordre de 47 kg le 22/12/2023, 17 kg le 19/12/2024, 14 kg le 23/12/2025)</p> <p><u>Constat: L'écart est soldé</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Condition d'exploitation – Fonderie d'étain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : [...] La prise en charge de déchets d'étain recouverts de peintures et vernis avec un taux maximal de 5 % est conditionnée à la réalisation d'une mesure des composés susceptibles de se dégager (Composés Organiques Volatils, métaux issus des pigments, dioxines et furannes) démontrant leur innocuité sur les rejets atmosphériques. [...]
Constats : Le jour de l'inspection, les mesures annuelles des rejets pour le four électrique n'avait pas été réalisée par le laboratoire de mesure. Pour l'année 2025 (rapport 134480S39-001 en date du 22/04/2025), l'exploitant n'avait pas réalisé de recherches des paramètres Dioxines et furannes Les analyses 2026 étant programmées le 12/05/2026, l'inspection demande que ces paramètres soient analysés. <u>Écart: L'exploitant n'analyse pas l'ensemble des substances listé dans son arrêté préfectoral.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Conception des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des installations :

- Four étain (électrique) (1 exutoire) :
Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5
[...]
- Four étain (gaz naturel) (2 exutoires) :
Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5
[...]
- Colorieuses - toutes les machines :
Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :8
[...]
- Chaudière eau chaude :
Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5
[...]

Constats :

L'inspection consulte le rapport n°134480S39-001 du 22 avril 2025 suite aux mesures réalisées le 10/02/2025 (contrôle par échantillonnage).

- Four étain (électrique) (1 exutoire) : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5 - vitesse mesurée:14.8 m/s le 04 avril 2024
- Four étain (gaz naturel) (2 exutoires) : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5 - vitesse mesurée de 16.9 m/s le 04 avril 2024 (23.6 m/s en 2025)
- Colorieuses - toutes les machines : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :8 - vitesse mesurée de 8.1 m/s le 04 avril 2024 (9.6 m/s en 2025)
- Chaudière eau chaude : Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s :5

Il apparaît que l'ensemble des vitesses mesurées sont conformes

Constats: L'écart est soldé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE – Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 4.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur, une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant les programmes indiqués dans le tableau suivant :</p> <p>- Four étain (électrique) (1 exutoire) :</p> <p>=> Aucune mesure dès lors que le taux de fonctionnement est inférieur à 1 500 heures par an, sinon une mesure par an</p> <p>- Four étain (gaz naturel) (1 exutoire fusion) : => une mesure tous les ans</p> <p>- Four étain (gaz naturel) (1 exutoire gaz de combustion) : => une mesure tous les 3 ans</p> <p>- Colorieuses - Centrale (1 exutoire) et magasin de peinture : => une mesure tous les ans</p> <p>- Chaudière eau chaude (1 exutoire) : => une mesure tous les 3 ans</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <div> <p>L'exploitant présente à l'inspection les rapports réglementaires de mesures des rejets de polluants de 2023, 2024 et 2025</p> <p>-Four étain (électrique) (1 exutoire) : pas de mesure car le taux de fonctionnement est inférieur à 1 500 heures par an</p> <p>-Four étain (gaz naturel) (1 exutoire fusion) : dernières mesures le 04 avril 2024 et 22 avril 2025- fréquence conforme</p> <p>-Four étain (gaz naturel) (1 exutoire gaz de combustion) :=> dernière mesure le 04 octobre 2023 - fréquence conforme</p> </div>

-Colorieuses - Centrale (1 exutoire) et magasin de peinture :=> dernière mesure le 22 avril 2025 - **fréquence conforme**

-Chaudière eau chaude (1 exutoire) :=> dernière mesure le 04 octobre 2023 - **fréquence conforme**

La fréquence d'analyse est respectée au jour de l'inspection

Constat: l'écart est soldé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance eaux souterraines - Puits de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement doit faire l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions. L'exploitant doit implanter :

- un puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines dans la première nappe rencontrée sur le site, et implanté à l'amont hydrogéologique des installations,
- deux puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines dans cette même nappe, et implantés à l'aval hydrogéologique des installations.

Constats :

Suite à la précédente inspection et notamment les incertitudes sur le sens d'écoulement de la nappe mentionné dans les rapports de suivi

L'exploitant a réalisé les études ainsi que les travaux de mise en place d'un 4ème piézomètre le 15 octobre 2024.

Constat: L'écart est soldé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Plans et schémas des réseaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteur, isolement de la distribution alimentaire,...) ;
- les ouvrages de toutes sortes (obturateurs, vannes, compteurs, ...) ;
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Constats :

L'exploitant communique le jour de l'inspection le plan des réseaux de l'ensemble du site indiquant l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation; les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteur, isolement de la distribution alimentaire,...), les ouvrages de toutes sortes (obturateurs, vannes), les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.8

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

[...] Deux fois par an, en hautes eaux et à l'étiage, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe au niveau des puits de contrôle. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des paramètres suivants :

- pH NFT 90 008
- Conductivité NF EN 27888
- Oxygène dissous NF EN 25814
- BTEX NF EN 15680
- Hydrocarbures totaux NFT 90 114
- Métaux : Pb, Sn, Al NF EN ISO 11885

Constats :

L'exploitant réalise deux fois par an (en hautes eaux et à l'étiage) les relevés piézométriques avec analyses des paramètres suivants:

- pH
- Conductivité
- Oxygène dissous
- BTEX
- Hydrocarbures totaux
- Métaux : Pb, Sn, Al, C10, C40

Les conclusions sur le suivi semestriel du 17 mars 2025 et du 29 septembre 2025 sont les suivants:

éléments	Valeurs 17 mars 2025	valeurs 29 septembre 2025
Al	58 g/l	630 g/l
Plomb	Inférieur au limite de quantification (10 g/l)	Inférieur au limite de quantification (10 g/l)
CAV-BTEX	Inférieur au limite de quantification (0.5 g/l pour chaque composé)	Inférieur au limite de quantification (0.5 g/l pour chaque composé)

les hydrocarbures C10-C40	Inférieur au limite de quantification (0.05 g/l)	Inférieur au limite de quantification (0.05 g/l)
<p>La concentration en aluminium sur le piézomètre 4 est importante, Ce piézomètre est nouvellement installé (fin 2024) , il n'y a que deux mesures comme historique.</p> <p>il conviendra de suivre l'évolution de cette concentration et de transmettre les données à l'inspection après chaque campagne semestrielle. Ce point sera développé lors de la prochaine visite d'inspection.</p> <p><u>Constat</u>: Pas d'écart constaté sur les analyses des paramètres</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 9 : Dispositions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 3.3.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles-Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, -dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, -dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le stockage des produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des ne sont pas associés à une rétention réglementaire. En effet, au vu du stockage, une rétention d'au minimum de 800 litres minimum (et non de 320 litres)</p> <p>En complément, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer que dans le cadre d'une éventuelle fuite sur les futs gerbés, le contenant sera recueillis dans la rétention associée; - s'assurer à veiller de la compatibilité des produits stockés sur une même rétention.

Ainsi, les conditions de stockage et d'entreposage ne sont pas conformes

Constats: les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas associés à une rétention présentant un volume suffisant

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Prévention des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers

Prescription contrôlée :

[...] Ces zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Tout local comportant une zone de dangers est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant n'a matérialisé qu'une zone de danger sur son site.
L'exploitant ne dispose à ce jour de plan du site avec la matérialisation des zones de dangers.
L'exploitant signale que le HSE de l'ensemble des sites du groupe doit réaliser cette action de recensement et la mise à jour des zones de dangers dans les prochaines semaines.

Constat: L'exploitant ne reporte pas sur un plan ses zones de dangers

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Prévention des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident -Surveillance et détection
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de liste de ses détecteurs avec leurs fonctionnalités. Les installations sont vérifiées par Securitas Technologie (rapport de vérification en date du 27 janvier 2026). Le jour de l'inspection, la centrale d'alarme était en service (et ne comportait pas d'alarme de dérangement ou de système hors service) <u>Constat:</u> L'exploitant ne dispose pas de liste de ses détecteurs avec leurs fonctionnalités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2026, article Section III - Articles 16 - 18
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : <u>Article 16:</u>

Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :

[...]- les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160,2250,2345,2420,2430,2450,2531,2541 à 2552,2562,2566 à 2570,2620 à 2661,2670 à 2681,2718,2770,2771,2782,2790,2791,2795,2797,2910 et 2950 ;

Article 18:

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

Constats :

Le site exploite une installation dans un seul bâtiment sous le régime de l'autorisation pour l'activité 2552 (Fonderie).

L'exploitant n'est pas en capacité de démontrer à l'inspection que l'installation est équipée de système de protection contre la foudre et ne dispose pas d'analyse de risque foudre (ARF) .

Constat: L'exploitant ne dispose pas d'analyse de risque foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 13 : Installations énergétiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2004, article 7.5.3.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables. Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NF C 15 100 [...]

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le rapport de vérification des installations électriciennes suite à la visite du 03 décembre 2025.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de visite comporte 7 observations dont 6 levées par la société; un seul point reste en observation, il s'agit de la manœuvre de coupure (la vérification réglementaire est incomplète en raison du refus de l'exploitant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essai requis). - 3 anomalies apparaissaient sur le rapport Q19 (thermographie), l'exploitant a remédié à l'ensemble des anomalies le 27 janvier 2026 et le 03 mars 2026) - Le rapport Q18 ne mentionne pas en conclusion que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. <p>Constat: L'exploitant ne vérifie pas l'ensemble des installations électriques au minimum une fois par an.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours